

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1035

Rubrik: Médias

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gauche et la propriété

Pour préparer une conférence récente sur les moyens à disposition du deuxième pilier pour effectuer des investissements responsables, j'ai feuilleté un ouvrage de référence (celui de Helbling) et j'y ai trouvé cette comparaison des rentabilités de plusieurs formes d'investissement au cours des dernières décennies. La valeur d'un placement en actions a centuplé depuis 1925; les obligations suisses ont péniblement suivi le renchérissement, sans plus; l'indice du coût de la construction, et partant le prix des maisons, est passé de 100 en 1939 à 800 aujourd'hui.

Au cours de la même semaine, j'ai été tancé vertement par un syndicaliste pour avoir proposé à une caisse de pensions d'acheter des actions. Le résultat de cette évolution et de ces réticences est connu: les petites gens, s'ils arrivent à constituer des économies, les placent sur des comptes ou en obligations; les riches, eux, achètent des maisons ou de la propriété mobilière, investissements qui donnent du pouvoir sur les autres et dont la valeur augmente considérablement au fil des ans. De plus, par une aversion mal expliquée des Suisses envers la possession de leur maison ou l'achat de la firme dans laquelle ils travaillent (ce qui aux Etats-Unis est monnaie courante... et souvent payant), nous avons ici la proportion la plus petite de ménages-propriétaires de tous les pays industrialisés; et seulement un Suisse sur quatorze possède ses propres moyens de production, si l'on exclut les paysans (qui en seront bientôt allégés par le GATT et la CE).

Libéralisme pour tous

Si la gauche savait imaginer une politique de propriété, elle deviendrait attirante et menaçante à la fois. Attirante pour tous ceux qui ne possèdent rien. Menaçante parce que toute allocation démocratique de la propriété gêne forcément ceux qui ont plus que la moyenne, classe qui se verrait, de plus, confisquer l'idéologie ambiante. Car il n'y a pas plus

libéral que d'exiger de la propriété pour tous. Mais ce serait du libéralisme radicalissime...

Train de mesures

Il y aurait beaucoup à changer. Faciliter l'accession à la propriété de son logement ou de son entreprise exige en effet que des mesures soient prises, notamment:

- éliminer les impôts injustifiés sur la vente d'une propriété foncière qu'on habite soi-même, si l'on en achète une autre ailleurs;
- changer le soutien aux propriétaires par le truchement des déductions des frais hypothécaires en des déductions favorisant l'accession à la propriété et l'épargne-investissement de ceux qui s'y préparent;
- exiger l'amortissement rapide des hypothèques (avec sursis de quelques années pour ceux qui logent dans leur propre maison, mais pas plus);
- renoncer à presque toutes les chicanes et prescriptions publiques quant à la construction et à l'aspect extérieur et intérieur des maisons. Cette mesure supprimerait une rente incroyable dont profitent les constructeurs et rendrait les logements meilleur marché. Aujourd'hui, les autorités et les constructeurs se sont unis en un racket systématique pour renchérir la construction;
- ensuite, donner des avantages fiscaux à ceux qui achètent leur entreprise;
- gérer l'Etat et tous ses systèmes de redevances et de contributions avec des formulaires ultra simples, avec explications et indications de voies de recours facilitées;
- obliger les administrations à répondre dans les vingt jours à toute lettre, recours, demande de construction etc;
- imposer les gains en capital dans les cas de sommes importantes seulement s'ils sont répétés et sont le résultat d'une activité déployée à cette fin;
- participation de la collectivité des salariés à une partie de la répartition

des bénéfices des firmes sous forme d'actions gratuites;

- mettre en commun les droits de vote liés aux actions dans les caisses du deuxième pilier.

Voilà quelques mesures qui feraient changer de main une fraction de la propriété existante et future. Personne n'en veut aujourd'hui — ni à gauche ni à droite. On préfère des débats-gadgets sur des futilités du moment.

Pourtant une politique de la propriété est une tâche éminemment politique; elle pourrait provoquer un rééquilibrage des composantes de notre société qui n'a jamais eu lieu, peut-être à cause des blocages dus au bipolarisme de jadis.

Beat Kappeler

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Beat Kappeler est secrétaire de l'Union syndicale suisse (USS).

MÉDIAS

Le nouveau magazine de la NZZ, intitulé *Folio*, a publié son numéro zéro pour les milieux publicitaires. En discussion et en préparation depuis plusieurs années, il sera encarté dans le quotidien zurichois tous les premiers lundis du mois à partir d'août; il comportera de 76 à 120 pages. Cette publication s'annonce contre l'esprit du temps: elle ne veut pas faire court et jetable et mettra l'accent sur le noir-blanc plutôt que sur la couleur. Le premier numéro sera consacré à la Suisse et la rédaction promet de sortir des sentiers battus.

L'hebdomadaire de gauche indépendant *WochenZeitung-WOZ* a bien réussi son opération de passage à 32 pages: 1000 nouveaux abonnés dans le dernier trimestre.

Les comptes de l'année dernière sont équilibrés. Le chiffre d'affaires se monte à 2 800 000 francs dont 73% proviennent de la vente et des abonnements du journal, 20% de la publicité et le solde de la vente de brochures, de documentation et des contributions de l'association «ProWoZ».